



Situation des syndicats de communes

	Délai d'installation du comité syndical	Conditions de désignation des délégués	Fonctions de président, vice-présidents et membres du bureau
Tous les conseils municipaux des communes membres du syndicat ont été renouvelés lors du 1 ^{er} tour (ils sont entrés en fonction le 18 mai)	Au plus tard le vendredi de la 4^e semaine qui suit l'élection des maires (art. L. 5211-8) : <ul style="list-style-type: none"> - soit au plus tard le vendredi 19 juin si l'ensemble des maires ont été élus le 23 ou 24 mai ; - soit au plus tard le vendredi 26 juin si un ou plusieurs maires ont été élus entre le 25 et le 28 mai. 	Le choix du conseil municipal ne peut porter que sur l'un de ses membres (art. L. 5212-7).	Lors de l'installation, il est procédé à l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau (art. L.5211-10).
L'ensemble des conseils municipaux des communes membres du syndicat n'a pas été renouvelé à l'issue du 1 ^{er} tour	Au plus tard le vendredi de la 4^e semaine qui suit l'élection des maires à l'issue du second tour (art. L. 5211-8). <i>*Si le second tour a lieu le 28 juin, les maires des communes concernées devront être élus entre le 3 et le 5 juillet : dès lors l'installation du comité syndical devra avoir lieu au plus tard le 31 juillet¹.</i>	Le choix du conseil municipal ne peut porter que sur l'un de ses membres (art. L. 5212-7).	Lors de l'installation, il est procédé à l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau (art. L. 5211-10).

¹Il s'agit de délai maximal qui peut être réduit autant que possible.

<p>ATTENTION Dans ce cas et jusqu'à l'installation du comité syndical après le second tour s'ouvre une période transitoire de composition du comité syndical (dont l'ensemble des conseils municipaux n'a pas été renouvelé à l'issue du 1^{er} tour)</p>	<p>Pendant cette période, il n'y a pas de délai pour désigner les nouveaux conseillers.</p> <p>Les communes peuvent procéder à tout moment à la désignation de leurs délégués dans les conditions de droit commun.</p>	<p>Le mandat des délégués des communes est prorogé jusqu'à l'installation du comité syndical², y compris s'ils ont perdu leur mandat de conseiller municipal, sauf décision contraire de la commune dont ils sont issus³.</p> <p>Dans ce cas, ils perdent leur mandat au moment de la désignation de leurs remplaçants par la commune dont ils sont issus.</p> <p>Le choix du conseil municipal, pour les communes dont le conseil municipal a été entièrement renouvelé au 1^{er} tour, ne peut porter uniquement que sur l'un de ses membres (art. L.5212-7 du CGCT).</p>	<p>Les fonctions de président, vice-présidents et autres membres du bureau sont prorogées au même titre que le mandat des délégués, jusqu'à l'installation du comité syndical (et la désignation de leurs successeurs).</p> <p>Jusqu'au second tour, aucune restriction à l'exercice de leur pouvoir n'est prévue, leur pouvoir n'est pas limité aux mesures conservatoires et urgentes.</p> <p>Remarque : si le président perd son mandat de conseiller syndical (soit parce que la commune a procédé à son remplacement en tant que délégué syndical, soit en cas de démission ou de décès...), le comité syndical devra désigner un nouveau président et un nouvel exécutif (vice-présidents et autres membres du bureau).</p>
--	---	---	--

²article L. 5211-8 du CGCT

³Le X de l'article 19 de la loi du 23 mars 2020 prévoit : « *Nonobstant toute disposition contraire, le mandat des représentants d'une commune, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte fermé au sein d'organismes de droit public ou de droit privé en exercice à la date du premier tour est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par l'organe délibérant. Cette disposition n'est pas applicable aux conseillers communautaires.* »

Situation des syndicats mixtes fermés (composés de communes et de communautés ou exclusivement de communautés)

	Délai d'installation du comité syndical	Conditions de désignation des délégués	Fonctions de président, vice-présidents et membres du bureau
Tous les organes délibérants des membres du syndicat mixte ont pu être installés à l'issue du 1^{er} tour	Au plus tard le vendredi de la 4 ^e semaine qui suit l'élection de l'ensemble des présidents de communautés, soit au plus tard le vendredi 10 juillet compte tenu de l'installation des conseils communautaires le 8 juin au plus tard (art. L. 5211-8).	Le choix du conseil communautaire peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre de la communauté (art. 5711-1). Le choix du conseil municipal ne peut porter que sur l'un de ses membres (art. L.5711-1).	Lors de l'installation, il est procédé à l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau (art. 5211-10).
L'ensemble des organes délibérants des membres du syndicat mixte n'a pas été renouvelé à l'issue du 1^{er} tour	Au plus tard le vendredi de la 4^e semaine qui suit l'élection de l'ensemble des présidents de communautés à l'issue du second tour (art. L. 5211-8). <i>*Si le second tour a lieu le 28 juin, les présidents de communauté devront être élus au plus tard le 17 juillet : dès lors l'installation du comité syndical devra avoir lieu au plus tard le 14 août⁴.</i>	! Le choix du conseil communautaire peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre de la communauté (art. 5711-1). ! Le choix du conseil municipal ne peut porter que sur l'un de ses membres (art. L.5212-7).	Lors de l'installation, il est procédé à l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau (art. 5211-10).

⁴Il s'agit de délai maximal qui peut être réduit autant que possible après l'installation des conseils communautaires.

ATTENTION			
<p><i>Dans ce cas et jusqu'à l'installation du comité syndical après le second tour s'ouvre une période transitoire de composition du comité syndical puisque l'ensemble des organes délibérants des membres du syndicat mixte n'a pas été renouvelé à l'issue du 1er tour</i></p>	<p>Pas de délai pour désigner les nouveaux délégués.</p> <p>Les communautés et les communes membres peuvent procéder à tout moment à la désignation de leurs délégués dans les conditions de droit commun.</p>	<p>Le mandat des délégués des communautés et des communes est prorogé jusqu'à l'installation de l'organe délibérant du syndicat, y compris s'ils ont perdu leur mandat de conseiller communautaire ou de conseiller municipal⁵, sauf décision contraire de la communauté ou de la commune dont ils sont issus⁶.</p> <p>Dans ce cas, ils perdent leur mandat au moment de la désignation de leurs remplaçants par la communauté ou la commune dont ils sont issus.</p> <p>Le choix du conseil communautaire qui a pu s'installer au plus tard le 8 juin (entièrement renouvelé au 1^{er} tour) peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller communautaire d'une commune membre de la communauté (art. 5711-1).</p> <p>Le choix du conseil municipal, pour les communes dont le conseil municipal a été entièrement renouvelé au 1^{er} tour, ne peut porter uniquement que sur l'un de ses membres (art. L.5212-7).</p>	<p>Les fonctions de président, vice-présidents et membres du bureau sont prorogées au même titre que le mandat des délégués au comité syndical, jusqu'à l'installation du comité syndical (et la désignation de leurs successeurs).</p> <p>Jusqu'au second tour, aucune restriction à l'exercice de leur pouvoir n'est prévue, leur pouvoir n'est pas limité aux mesures conservatoires et urgentes.</p> <p>Remarque : si le président perd son mandat de conseiller syndical (soit parce que le conseil de la communauté ou de la commune a procédé à son remplacement en tant que délégué syndical, soit en cas de démission ou de décès...) le comité syndical devra désigner un nouveau président et un nouveau bureau (vice-présidents et autres membres du bureau).</p>

⁵Article L. 5211-8 du CGCT.

⁶Le X de l'article 19 de la loi du 23 mars 2020 prévoit : « *Nonobstant toute disposition contraire, le mandat des représentants d'une commune, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte fermé au sein d'organismes de droit public ou de droit privé en exercice à la date du premier tour est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par l'organe délibérant. Cette disposition n'est pas applicable aux conseillers communautaires.* »